


En quelques Clics

Bulletin de veille documentaire

n° 150, 9 janvier 2015


Pour accéder aux documents, cliquer sur 

Association

• Le bel avenir du fait associatif. Une synthèse de la démarche "Faire ensemble 2020" initiée par la Fonda.

Hélène Bonvalot.

Futuribles, n° 404, janvier-février 2015. pp. 43-55.


Résolument tournée vers la mutualisation des savoirs et vers l'avenir, l'association FONDA a engagé en 2010 une démarche prospective destinée à explorer l'avenir du fait associatif en France, afin que les acteurs du secteur puissent discerner les grands enjeux à venir et en tenir compte dans leur stratégie. L'auteure, qui a coordonné cette démarche jusqu'en juillet 2014, nous en présente ici la teneur et les enseignements à en tirer. 

Développement durable

• La mise en politique du développement durable : vers un « nouveau » modèle d'action par les pratiques professionnelles ?

Guillaume Faburel.

Métropolitiques, 10 décembre 2014. 6 p.


Hissé au rang d'impératif catégorique, le développement durable s'est affirmé depuis maintenant plus de vingt ans dans l'ensemble des discours sur l'action territoriale : de l'habitat (durable) à la mobilité (durable), du tourisme (durable) à l'agriculture (durable), des usages aux modes de vie (durables), à la ville (durable) en passant par le quartier (durable). Constitue-t-il, pour autant, un nouveau « modèle » d'action territoriale ? L'auteur s'interroge sur la portée de ce nouveau discours urbain dans et par les pratiques professionnelles. 

Développement territorial

• Renouveler les approches du développement économique en milieu rural.

ETD ; Sylvain Baudet ; Julien Theisse.

Les Notes d'ETD, novembre 2014. 10 p.


La présente note vise à porter l'éclairage sur une approche des politiques de soutien au développement économique local en milieu rural qui prenne davantage en compte les ressorts endogènes de développement et d'innovation des territoires, d'un côté, et les potentiels de débouchés locaux, de l'autre. Elle vise à esquisser les voies d'une approche rééquilibrée des politiques d'intervention des collectivités en milieu rural, qui tiennent compte aussi bien des déterminants de l'offre que de ceux de la demande. 

Egalité - inégalité

• Les inégalités de genre sous l'oeil des démographes.

INED ; Christelle Hamel ; Wilfried Rault, coord.

Population & Sociétés, n° 517, décembre 2014. 4 p.


En matière d'égalité entre les femmes et les hommes, des avancées se sont produites au cours des dernières décennies. En est-on arrivé à l'égalité complète ? Les études menées par l'unité de recherche *Démographie, genre et sociétés* de l'Ined confirment l'importance des évolutions en la matière et font aussi apparaître l'ampleur du chemin qui reste à parcourir. 

Enseignement supérieur

• Universités et innovation. Au carrefour de l'économie de la connaissance.

Urbanisme, hors-série, n° 51, 12/2014. 74 p.

Sous les effets conjugués de la loi du 22 juillet 2013 et du Programme d'investissements d'avenir (PIA), le monde universitaire français connaît une accélération des mutations entamées depuis plusieurs années : mouvement sans précédent de regroupements afin de favoriser l'émergence d'établissements d'enseignement et de recherche de taille internationale ;


valorisation et transfert de la recherche portés au rang des grandes missions de l'enseignement supérieur ; « ambition d'excellence », fortement encouragée par les financements du PIA qui a suscité la création de dispositifs et d'outils originaux ; développement d'une culture entrepreneuriale et de dispositifs d'accompagnement pour les étudiants entrepreneurs. 

[En consultation à la Documentation](#)

• Dynamiques de l'innovation.

Compte-rendu du séminaire du 15 octobre 2014 du réseau des collectivités locales pour l'enseignement supérieur et de la recherche.

Universités et Territoires, n° 101, décembre 2014. 12 p.

Le compte-rendu de ce séminaire s'inscrit dans un mouvement de réflexion et d'échanges sur l'implication des villes et agglomérations en soutien à l'enseignement supérieur et la recherche entre l'AdCF, l'ACUF, l'AMGVF, la FNAU et l'AVUF. 

France

• Rapport annuel sur l'état de la France en 2014.

CESE ; Hélène Fauvel.

Décembre 2014. 207 p.

Ce rapport s'inspire du ressenti de nos concitoyens et de leurs principales préoccupations, et s'appuie notamment sur les indicateurs de développement durable pour analyser les différents enjeux, tant économiques, sociaux qu'environnementaux, auxquels notre pays est confronté.

Le Cese constate des fractures toujours plus importantes de notre société : essoufflement économique et démographique du monde occidental, polarisation due à un accroissement des inégalités, rejet des prélèvements obligatoires ou encore des exclus toujours plus nombreux que ce soit en termes d'accès au logement ou au marché du travail. Le CESE apporte des réponses pragmatiques à différents points de blocage identifiés.

[Rapport](#) :  [Synthèse](#) : 

Mobilité - Transports

• La politique européenne des transports. Quatre enjeux pour la nouvelle mandature.

France Stratégie ; Christine Raynard ; François Viellard.


Décembre 2014. 86 p.

Si les tendances se poursuivent au rythme actuel, le nombre de passagers devrait augmenter de moitié en Europe d'ici à 2050, échéance des travaux de prospective sur les transports menés par la France et l'Union européenne. Quant au transport de marchandises, on estime qu'il devrait croître de quelque 80 %. Face à une telle évolution, une politique européenne des transports doit permettre à chacun, particulier et entreprise, de bénéficier d'un réseau de transport efficace et sûr.

[Rapport](#) :  [Note d'analyse](#) : 

• Dix propositions pour une nouvelle politique européenne des transports.

TDIE ; Michel Savy. Décembre 2014. 54 p.

« Il est temps de concevoir et mettre en œuvre une politique commune des transports, combinant de manière équilibrée un ensemble d'objectifs nécessairement complémentaires. Ce sont en particulier le renforcement des entreprises européennes créatrices d'emploi dans le cadre d'une concurrence structurée ; l'établissement d'un socle social communautaire touchant l'ensemble des modes de transport ; la poursuite de la contribution des transports à la transition énergétique et environnementale ; le renforcement de chaînes logistiques performantes et durables ; le financement des investissements dans les infrastructures ; l'intégration de l'espace européen des transports ; l'innovation et les transports intelligents. » 

• La mobilité à longue distance des Français en 2013.

CGDD ; Dominique Place.

Chiffres et statistiques, n° 590, décembre 2014. 7 p.

En 2013, la mobilité à longue distance des personnes résidant en France métropolitaine, c'est-à-dire à plus de 100 kilomètres du domicile, est stable par rapport à 2012. Chaque personne résidant en France et âgée de 15 ans

ou plus effectuée en moyenne 4,5 voyages à longue distance dans l'année. Les Franciliens sont ceux dont la mobilité à longue distance est la plus importante.

Périurbain

- **Quelles politiques pour la France périurbaine (II) ?** Terra Nova ; Agnès Michel ; Clélia Marty ; Pierre Musseau. 7 janvier 2014. 18 p.

Après un premier volet consacré au phénomène de para-urbanisation, ce second volet aborde le périurbain sous l'angle des enjeux énergétiques et écologiques. La transition écologique peut notamment être une source de développement économique pour ces territoires.

[Retrouver le volet 1 :](#)

Prospective

- **Prospective conceptive : pour un futur ouvert. Approche théorique et illustration dans le monde du transport.** Georges Amar. Futuribles, n° 404, janvier-février 2015. pp. 17-27.

Les outils à la disposition du prospectiviste pour étudier l'évolution de variables lors d'un exercice prospectif se sont considérablement perfectionnés ces dernières années. Pour autant, la prospective a-t-elle vocation à fournir des analyses fortement détaillées, à prédire ou produire précisément l'avenir ? Sans doute pas, selon Georges Amar, ou en tout cas pas seulement. Comme il y invite dans cet article, l'important aujourd'hui, dans le domaine de la prospective, est « plutôt d'ouvrir l'avenir, de lui redonner [...] de l'air, des marges de manœuvre ». C'est pourquoi l'auteur milite ici pour une prospective non prédictive, qui se concentrerait davantage sur les changements de paradigmes susceptibles de se produire, et sur les possibilités ainsi ouvertes par les paradigmes émergents.

Politique de la ville

- **Adoption de la liste des quartiers NPNRU.** ANRU. 16 décembre 2014.

[Dossier de presse :](#) [Communiqué de presse :](#)

Questions sociales

- **La discrimination à raison de la pauvreté.** Sénat.

Étude de législation comparée, n° 251, 17 décembre 2014. 31 p.

La note présente les grands traits du régime qui prévaut en France en matière de discrimination. Elle prend pour base, d'une part, des exemples d'instruments internationaux qui y font référence et, d'autre part, le régime applicable, dans huit États : l'Afrique du Sud, l'Allemagne, la Belgique, la Bolivie, l'Équateur, l'Italie, les Pays-Bas et le Royaume-Uni.

- **Vulnérabilité énergétique : loin des pôles urbains, chauffage et carburant pèsent fortement dans le budget.**

Nicolas Cochez ; Éric Durieux ; David Levy. Insee première, n° 1530, janvier 2015. 4 p.

Pour 15 % des ménages résidant en France métropolitaine, la part des revenus consacrés au chauffage du logement est élevée, au sens où elle atteint le double de l'effort médian. Avec le même critère, 10 % des ménages ont des frais très élevés par rapport à leur budget pour leurs trajets en voiture les plus contraints. Au total, 22 % des ménages sont en situation de « vulnérabilité énergétique » pour l'une ou l'autre de ces consommations, soit 5,9 millions de ménages. Le risque de vulnérabilité varie sur le territoire, différemment selon le poste de dépenses concerné : le climat est le premier facteur de disparité pour la vulnérabilité liée au logement, alors que c'est l'éloignement des pôles urbains pour les dépenses liées aux déplacements.

Réforme territoriale

- **Réforme territoriale. Quelles collectivités ? Quelles compétences ? Quels moyens ?** Analyse comparative des réformes conduites dans 9 pays européens.

Institut Thomas More ; Public Evaluation System ; S. Boutmy ; A. Duraffourg ; J-T. Lesueur ; L. Corpechot. Note de benchmarking, n° 17, décembre 2014. 43 p.

L'objectif de cette note est d'alimenter le débat sur la réforme territoriale grâce à la démarche comparative. Elle offre un éclairage sur la situation dans neuf pays européens, et permet ainsi d'identifier les lignes de force de la meilleure réforme possible et les bonnes pratiques pouvant l'inspirer.

Rural

- **Assises des ruralités. Les ruralités, territoires d'opportunité.** Dossier de presse. 17 décembre 2014. 26 p.

Ministère de l'Égalité des territoires, du Logement et de la Ruralité.

Les Assises ont mobilisé, de septembre à novembre 2014, l'ensemble du gouvernement autour des acteurs de terrain, réunis lors de sept ateliers thématiques organisés dans toute la France. Trois priorités, issues des Assises, organiseront l'action publique en faveur des territoires ruraux : adapter les politiques publiques aux besoins spécifiques des territoires ruraux, en tenant compte de leur diversité, accompagner les collectivités dans leur travail quotidien au service des français, soutenir les initiatives porteuses d'avenir et d'opportunités.

Santé

- **Erpurs : 20 ans de surveillance et d'évaluation des risques de la pollution urbaine sur la santé : bilan et perspectives.**

Observatoire régional de santé d'Ile-de-France ; Sabine Host ; Noëlla Karusisi. Novembre 2014. 6 p.

L'Observatoire régional de santé d'Ile-de-France dresse le bilan et les perspectives du programme Erpurs. Ce programme, lancé en 1990, s'est structuré autour d'un réseau épidémiométrologique et d'une base de données rétrospectives environnementales et sanitaires. En termes de perspectives, le programme se focalise sur de deux axes principaux : l'élargissement du champ de la surveillance des effets en développant de nouvelles approches et l'évaluation des bénéfices sanitaires des actions.

Transfrontalier

- **Bâle 2020 : un modèle et trois frontières.** Pierre Gras.

Diagonal, n° 192, novembre 2014. pp. 10-14.

Le « modèle » IBA, expérimenté depuis plus d'un siècle en Allemagne et plus récemment à Hambourg, qui a révélé son efficacité pour transformer profondément l'image de régions industrielles en déclin comme la Ruhr, avec l'opération Emscher Park, est-il exportable, et à quelles conditions ? Le projet Basel 2020, organisé sur un territoire associant les acteurs de trois pays - France, Suisse, Allemagne - offre déjà des réponses, mais aussi quelques questions.

Union européenne

- **La convergence du développement économique et humain au sein de l'Union européenne élargie.**

Rabih Zotti. Géographie, Économie, Société, n° 16, 2014. pp. 421-454.

L'harmonisation des niveaux de développement constitue l'un des principaux objectifs de l'UE. Pour y parvenir, la Commission européenne mobilise deux types de politiques, les politiques régionales et les politiques de pré-adhésion. Dans cet article, l'auteur cherche à tracer les évolutions des pays et régions de l'UE-27 selon deux conceptions différentes du développement, le développement économique et le développement humain, basées sur deux indicateurs : le PIB par tête et l'IDH. Les analyses de convergence effectuées mettent en évidence des tendances relativement discordantes au sein de l'UE pendant les deux dernières décennies.

- **Un contrat social pour l'Europe : priorités et pistes d'action.**

France Stratégie ; Marine Boisson-Cohen ; Bruno Palier. Note d'analyse, n° 19, décembre 2014. 8 p.

En rupture avec un processus historique de convergence, la crise a creusé les écarts socioéconomiques et d'emploi en Europe, notamment entre le Nord et le Sud. Cette divergence nouvelle ravive le débat sur la place du social dans la construction européenne : faut-il des réponses sociales communes à la crise ? Si oui, lesquelles privilégier ?

Le carré législatif et parlementaire

Retrouvez en pièce-jointe notre sélection de textes officiels et de documents parlementaires

Outil

- **Think tank de Fontevraud.**

Laboratoire d'idées, pour repenser l'action publique locale.

Une quinzaine d'élus, chercheurs, juristes, économistes, entrepreneurs, territoriaux de toute sensibilité, a répondu à l'appel de Jacques Auxiette, président (PS) de la région Pays de la Loire, pour poser les fondations du think tank de Fontevraud. Ce think tank se propose de réinterroger les valeurs fondamentales de la société française pour relégitimer la décision politique.